



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Deuxième session, 57^e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 48
le vendredi 1^{er} juin 2012

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA TROISIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

59, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune*. L'hon. M. Northrup.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée

63, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

COMITÉ PLÉNIER

10, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le tabac.* M. Fraser.

12, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif.* M. Boudreau.

29, *Loi sur les ventes de boissons énergisantes.* M. Fraser.

38, *Loi sur l'inscription des lobbyistes.* M. Fraser.

56, *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement.* L'hon. M. Fitch.

58, *Loi modifiant la Loi sur le pétrole et le gaz naturel.* L'hon. M. Northrup.

60, *Loi abrogeant la Loi sur la taxe pour les services sociaux et l'éducation.*
L'hon. M. Higgs.

61, *Loi sur la prestation de services régionaux.* L'hon. M. Fitch.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ RENVOYÉS AU COMITÉ PERMANENT DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

22, *Loi constituant en personne morale l'Association des forestiers autorisés du Nouveau-Brunswick.* M. Bonenfant.

PROJETS DE LOI DEVANT RECEVOIR LA SANCTION ROYALE

25, *Loi modifiant la Loi sur le remboursement du crédit d'impôt pour les frais de scolarité.*
L'hon. M. Higgs.

30, *Loi modifiant la Loi d'interprétation.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

31, *Loi sur la réforme du droit de 2012 (modifications diverses).* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants.* L'hon. M. Higgs.

34, *Loi modifiant la Loi sur les droits de la personne.* L'hon. M^{me} Coulombe.

36, *Loi sur l'abrogation des lois.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

37, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

39, *Loi sur les petites créances.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

40, *Loi modifiant la Loi sur la Société de voirie du Nouveau-Brunswick.* L'hon. M. Williams.

41, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du revenu.* L'hon. M. Higgs.

42, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le capital des corporations financières.*
L'hon. M. Higgs.

43, *Loi sur l'apprentissage et la certification professionnelle.* L'hon. M^{me} Coulombe.

44, *Loi sur la passation des marchés publics.* L'hon. M. Leonard.

45, *Loi modifiant la Loi sur l'éducation.* L'hon. M. Carr.

46, *Loi modifiant la Loi sur les garderies éducatives.* L'hon. M. Carr.

47, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille.* L'hon. M^{me} Stultz.

48, *Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu familial.* L'hon. M^{me} Stultz.

- 49, *Loi modifiant la Loi sur le service d'urgence 911*. L'hon. M. Trevors.
 50, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le transfert de biens réels*. L'hon. M. Higgs.
 51, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*. L'hon. M. Higgs.
 52, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*. L'hon. M. Higgs.
 53, *Loi sur les emprunts de 2012*. L'hon. M. Higgs.
 54, *Loi de 2012-2013 portant affectation de crédits*. L'hon. M. Higgs.
 55, *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières*. L'hon. M^{me} Blais, c.r.
 57, *Loi abrogeant la Loi de l'impôt sur le revenu*. L'hon. M. Higgs.

COMITÉ DES SUBSIDES

- Budget principal 2012-2013 (adopté le 15 mai 2012)
 Budget de capital 2012-2013 (adopté le 15 mai 2012)
 Budget supplémentaire, Volume II, 2010-2011 (adopté le 14 décembre 2011)

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

- Motion 1** — L'hon. M. Northrup. Débat sur la motion le 6 décembre 2011 ; adoption de la motion le 6 décembre 2011.
Motion 4 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 24 novembre 2011.
Motion 15 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion le 11 avril 2012 ; adoption de la motion le 11 avril 2012.
Motion 19 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion le 13 décembre 2011 ; adoption de la motion le 13 décembre 2011.
Motion 25 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion les 27, 29 et 30 mars et les 3, 4, 10 et 13 avril 2012 ; adoption de la motion le 13 avril 2012.
Motion 28 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 mars 2012.
Motion 34 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 mars 2012.
Motion 35 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 mars 2012.
Motion 44 — L'hon. M^{me} Blais, c.r. Adoption de la motion le 5 avril 2012.
Motion 47 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 24 avril 2012.
Motion 55 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 2 mai 2012.
Motion 65 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 30 mai 2012.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

- 14, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation*. M. Bertrand LeBlanc.
 62, *Loi modifiant la Loi sur les municipalités*. M. Bertrand LeBlanc.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 2 — M. Bernard LeBlanc, appuyé par M. Kenny, proposera, le jeudi 1^{er} décembre 2011, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement Alward a proposé des modifications du Plan de médicaments sur ordonnance qui ont doublé le montant de la contribution que doivent verser les personnes âgées, le faisant passer de 250 \$ à 500 \$;

attendu que les personnes âgées estiment que cette augmentation trahit la promesse électorale du premier ministre de « fournir une meilleure offre aux aînés » ;

attendu qu'une si soudaine augmentation occasionne d'importantes difficultés financières aux personnes âgées à faible revenu ;

attendu que les coûts additionnels pourraient empêcher les personnes âgées de se procurer les médicaments dont elles ont besoin ;

attendu que l'arrêt de médicaments pourrait nuire à la santé fragile des personnes âgées ;

attendu que la New Brunswick Pharmacists' Association, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres ont suggéré des façons de réaliser des économies additionnelles au titre du Plan de médicaments sur ordonnance, qui permettraient d'éviter le recours à des augmentations dramatiques des frais ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement à annuler la soudaine augmentation des frais, à honorer la promesse électorale du premier ministre de « fournir une meilleure offre aux aînés » et à examiner d'autres façons de réaliser des économies au titre du Plan de médicaments sur ordonnance.

Motion 6 — M. Bernard LeBlanc, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 1^{er} décembre 2011, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement libéral précédent a lancé en 2009 une mobilisation publique sans précédent du secteur commercial, du secteur sans but lucratif et des gens qui vivent dans la pauvreté, qui a mené à un plan bipartite de réduction de la pauvreté ;

attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a pleinement participé au processus de mobilisation et à l'annonce du plan de réduction de la pauvreté ;

attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, s'est dit « fier » d'avoir participé au processus et a engagé son parti à mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail sur la réduction de la pauvreté ;

attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a dit, dans un article d'opinion publié par divers journaux provinciaux en novembre 2009, que nous devons en faire plus ;

attendu que, depuis qu'ils forment le gouvernement, les Conservateurs de M. Alward n'ont pas respecté ou ont reporté plusieurs échéances importantes visant la mise en oeuvre des initiatives de réduction de la pauvreté ;

attendu qu'il y a un grand écart entre ce qu'a dit le premier ministre Alward lorsqu'il siégeait du côté de l'opposition et ce qu'il fait depuis qu'il a formé le gouvernement ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à honorer les engagements que le premier ministre a pris lorsque, en tant que chef de l'opposition, il a manifesté son appui au plan de réduction de la pauvreté.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 22 — M. Collins, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 15 décembre 2011, la résolution suivante :

attendu qu'il n'y a aucun hôpital pour enfants au Nouveau-Brunswick ;
attendu que, par conséquent, la grave maladie d'un enfant peut obliger les parents ou tuteurs à se rendre à l'extérieur de la province pour obtenir des traitements ;
attendu que les parents ou tuteurs doivent souvent payer eux-mêmes les frais de déplacement et d'hébergement, ainsi que d'autres frais ;
attendu qu'aucune politique, aucun plan ni aucun fonds n'est en vigueur pour aider les parents ou tuteurs d'enfants gravement malades à payer les frais ;
attendu qu'une telle situation crée souvent des difficultés financières pour les familles d'enfants gravement malades ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à créer un fonds et à faire des versements sur ce fonds afin de fournir une aide financière applicable aux frais extraprovinciaux engagés par les parents ou tuteurs d'enfants gravement malades qui doivent recevoir des traitements à l'extérieur de la province.

Motion 32 — M. Melanson, appuyé par M. Collins, proposera, le jeudi 5 avril 2012, la résolution suivante :

attendu qu'un grand nombre de facteurs contribuent à la croissance économique ;
attendu qu'une main-d'oeuvre qualifiée est essentielle à la création d'emplois et à la viabilité économique ;
attendu que le milieu des affaires a indiqué que le manque d'accès à une main-d'oeuvre qualifiée est un obstacle important à la croissance ;
attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas occupé de la question en élaborant un plan de création d'emplois pleinement intégré qui comprendrait des initiatives précises pour satisfaire au besoin en question ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement provincial à organiser — avant la fin de mai 2012 — et à animer un sommet provincial sur l'emploi, lequel regrouperait des parties prenantes du milieu des affaires, du secteur sans but lucratif et des établissements postsecondaires afin de comprendre les besoins, de trouver les lacunes et de proposer une solution.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 39 — M. Kenny, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que le projet de remise à neuf de Point Lepreau a trois ans de retard et dépasse le budget par 1 milliard de dollars ;

attendu que l'ancien gouvernement progressiste-conservateur de Bernard Lord a signé en 2006 le contrat de remise à neuf, sans que ce dernier contienne de protection contre le dépassement de coûts ;

attendu que le ministre de l'Énergie a dit à la Chambre que son gouvernement n'acceptera rien de moins qu'une indemnisation intégrale de la part du gouvernement du Canada pour le dépassement de coûts à Lepreau ;

attendu que le premier ministre du Canada a publiquement dit que le gouvernement fédéral n'honorera que ses obligations contractuelles relativement au projet de remise à neuf ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick d'intenter une action en justice contre le gouvernement fédéral afin de récupérer le montant total du dépassement de coûts à Lepreau.

Motion 40 — M. Arseneault, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que la hausse du prix de l'essence crée des difficultés financières considérables pour les gens ordinaires du Nouveau-Brunswick, surtout ceux qui habitent les régions rurales ;

attendu que le gouvernement conservateur a augmenté la taxe sur l'essence de 2,9 cents le litre, TVH en sus, dans son premier budget, malgré sa promesse électorale de ne pas augmenter les taxes et impôts qui touchent les gens ordinaires du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement provincial a perçu 247,3 millions de dollars en taxes sur l'essence en 2010-2011 ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à mettre en place sans délai un remboursement de la taxe sur l'essence pour tous les gens du Nouveau-Brunswick.

Motion 43 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que Brunswick Mine devrait cesser l'année prochaine ses activités à Bathurst ;

attendu que Brunswick Mine est un employeur important du nord du Nouveau-Brunswick, comptant plus de 900 employés et plus de 1 200 emplois liés indirectement à la mine ;

attendu que la fermeture de la mine aura un effet nuisible important sur l'économie du nord du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à élaborer et à rendre publique une stratégie visant à stimuler et à améliorer l'économie du nord du Nouveau-Brunswick afin d'amortir le choc de la fermeture de la mine.

Motion 59 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 24 mai 2012, la résolution suivante :

attendu que Brunswick Mine est un employeur important et un moteur économique dans le nord du Nouveau-Brunswick ;

attendu que la fermeture de la mine aura un effet dévastateur sur l'économie locale ;

attendu que l'emplacement de Brunswick Mine compte de nombreux biens d'une grande valeur, y compris plusieurs broyeurs ;

attendu que le prix des minerais a augmenté à tel point que d'autres compagnies minières se sont montrées intéressées à établir des activités dans le nord du Nouveau-Brunswick ;

attendu que les biens en question pourraient être utiles pour attirer d'autres possibilités d'activités minières ou d'autres projets de développement économique afin de créer de nouvelles perspectives d'emploi ;

attendu qu'un broyeur a déjà été démantelé et transporté à une autre mine à l'extérieur du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à donner la priorité aux biens de Brunswick Mine qu'il serait utile de conserver, à élaborer une stratégie pour attirer de nouvelles entreprises liées aux activités minières ou autres afin qu'elles s'établissent dans la région, à déployer ses meilleurs efforts pour que les biens en question soient conservés et demeurent sur les lieux dans l'intérêt des gens du Nouveau-Brunswick.

Motion 61 — M. Fraser, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 7 juin 2012, la résolution suivante :

attendu que les règlements proposés pour le Réseau de santé Horizon comprennent une disposition interdisant au personnel médical de s'exprimer publiquement sur les sujets de préoccupation relatifs aux soins de santé ;

attendu que la Société médicale du Nouveau-Brunswick a exprimé des préoccupations quant à la disposition et au manque de consultation auprès des membres de la profession médicale ;

attendu que la Société médicale du Nouveau-Brunswick a aussi indiqué que la défense des droits des patients et la capacité de fournir un apport utile aux gestionnaires du système sont essentielles pour les médecins et sont dans l'intérêt des soins de santé ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à suspendre l'application du règlement qui limite la capacité des médecins et d'autres professionnels médicaux jusqu'à ce qu'une consultation sérieuse soit tenue et que la question soit réglée à la satisfaction des professionnels médicaux.

Motion 63 — M. Arseneault, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 7 juin 2012, la résolution suivante :

que le gouvernement Alward a refusé de faire face au gouvernement fédéral à propos des coûts de dépassement de 1 milliard de dollars causés par EACL, une société d'État fédérale ;

attendu que le gouvernement Alward a décidé de ne pas défendre les intérêts du Nouveau-Brunswick en ne demandant pas une indemnisation quant aux millions de dollars en coûts additionnels que devra assumer la province relativement au nouveau projet de loi omnibus du gouvernement fédéral sur la criminalité ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas lutté pour obtenir du gouvernement fédéral une indemnité suffisante pour le maintien et l'entretien futurs du pont portuaire ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas réussi à s'assurer l'appui du gouvernement fédéral pour maintenir la présence de la Société canadienne du sang en tant qu'installation de production et de distribution au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas exprimé de préoccupations à propos de la réduction du nombre d'emplois fédéraux au Nouveau-Brunswick ; attendu que le gouvernement Alward n'a pas confirmé son appui à l'industrie des pêches en ne se prononçant pas contre les changements de la politique du propriétaire-exploitant que propose le gouvernement fédéral ;

attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas prononcé contre les réductions de l'APECA à l'égard des agences de développement économique régional ;

attendu que le gouvernement Alward n'a pas défendu le Nouveau-Brunswick relativement aux modifications proposées de l'assurance-emploi, qui auront des effets dévastateurs sur les industries saisonnières, nos collectivités et notre population ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à prendre position et à se prononcer contre les mesures du gouvernement fédéral qui ont des conséquences économiques et financières néfastes pour le Nouveau-Brunswick.

Motion 64 — M. Boudreau, appuyé par M. Collins, proposera, le jeudi 7 juin 2012, la résolution suivante :

attendu que l'économie du Nouveau-Brunswick inclut plusieurs industries comme la pêche, la foresterie, l'agriculture et la construction ;

attendu qu'il y a plusieurs travailleurs dans le système d'éducation, comme des aides-enseignants, des aides-bibliothécaires et des chauffeurs d'autobus, qui ne travaillent pas à l'année ;

attendu que les réformes avancées par le gouvernement fédéral vont faire en sorte qu'il sera encore plus difficile pour les employés saisonniers et les employés éducatifs d'avoir droit à l'assurance-emploi ;

attendu que ceci entraînera plusieurs travailleurs à quitter leur communauté afin de trouver de l'emploi à l'année dans d'autres communautés ;

attendu que les premiers ministres de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard se font entendre dans leur opposition à ces réformes ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à se prononcer contre les réformes de l'assurance-emploi et à défendre la main-d'oeuvre du Nouveau-Brunswick.

Motions portant dépôt de documents

Motion 33 — M. Arseneault, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 5 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, concernant le nombre de postes vacants dans les parties I, II, III et IV de la Fonction publique du Nouveau-Brunswick, et la classification de chaque poste ou la description du poste, à partir d'aujourd'hui.

Motion 36 — M. Arseneault, appuyé par M. Bertrand LeBlanc, proposera, le jeudi 12 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, concernant le nombre total de personnes ayant fait une demande au titre du programme de report de l'impôt foncier pour les personnes âgées depuis le début du programme, soit le 1^{er} mars 2012, jusqu'à présent.

(Documents demandés déposés le 12 avril 2012)

Motion 37 — M. Fraser, appuyé par M. Bernard LeBlanc, proposera, le jeudi 12 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la documentation — notamment la correspondance —, quel que soit le support, relative au nombre de lits désignés pour un autre niveau de soins, au nombre de lits désignés ainsi qu'au nombre des effectifs infirmiers, composés de personnel infirmier immatriculé, de personnel infirmier auxiliaire autorisé et de préposés aux soins personnels, affectés aux patients recevant un autre niveau de soins dans chacun des hôpitaux de la province.

(Documents demandés déposés le 18 mai 2012)

Motion 38 — M. Doucet, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 12 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la documentation — notamment la correspondance —, quel que soit le support, portant sur les négociations conduites entre l'ancien ministère de l'Approvisionnement et des Services, le ministère des Transports et de l'Infrastructure, l'ancien ministère du Tourisme et des Parcs, le ministère de la Culture, du Tourisme et de la Vie saine ainsi que tous les autres ministères et organismes du gouvernement et New Castle Hotels & Resorts et Southwest Properties relativement au Algonquin Hotel.

Motion 46 — M. Arseneault, appuyé par M. Landry, proposera, le jeudi 19 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance — quel que soit le support, par moyen électronique ou autre, liés à l'exploitation d'élevages de cerfs de Virginie au Nouveau-Brunswick, depuis le 1^{er} décembre 2010.

(Documents demandés déposés le 25 mai 2012)

Motion 50 — M. Fraser, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 3 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, échangés entre le ministère de la Santé et le Réseau de santé Horizon, le Réseau de santé Vitalité, les autres ministères, les organismes gouvernementaux et les corporations de la Couronne relativement aux listes des patients orphelins tenues par le Réseau de santé Horizon et le Réseau de santé Vitalité, notamment le nombre de personnes, par région, actuellement sur les listes d'attente pour un médecin de famille.

Motion 51 — M. Kenny, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 3 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés entre les ministères, les organismes, les agences ou le personnel des gouvernements fédéral et provincial en ce qui a trait à la remise à neuf de Point Lepreau depuis le 31 mars 2011.

(Documents demandés déposés le 17 mai 2012)

Motion 52 — M. Fraser, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 3 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, en la possession du ministère de la Santé, du Cabinet du premier ministre, de ministres ou de députés, du personnel de ministres ou de députés, du Réseau de santé Vitalité ou d'autres ministères, organismes ou corporations de la Couronne relativement au centre provincial d'excellence en matière de cancer du sein, depuis le 10 octobre 2010.

Motion 53 — M. Arseneault, appuyé par M. Bertrand LeBlanc, proposera, le jeudi 10 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, concernant le nombre total de personnes ayant fait une demande au titre du programme de report de l'impôt foncier pour les personnes âgées, depuis le 1^{er} avril 2012.

(Documents demandés déposés le 11 mai 2012)

Motion 54 — M. Doucet, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 10 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, relatifs au programme en matière de capacité d'intervention en cas d'urgence dans le comté de Charlotte, y compris les compétences du personnel, le processus d'embauche, les cibles et les objectifs, les échéanciers, les budgets et les dépenses engagées pour les salaires, les déplacements, la location de locaux et les consultations avec les parties prenantes.

Motion 56 — M. Arseneault, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 10 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la documentation — notamment la correspondance —, quel que soit le support, du ministère de la Santé relativement au tarif de facturation autorisé de l'Assurance-maladie pour les médecins de famille du Nouveau-Brunswick qui traitent des gens du Canada ne résidant pas au Nouveau-Brunswick, et le tarif de facturation autorisé de l'Assurance-maladie pour les médecins de famille canadiens à l'extérieur du Nouveau-Brunswick qui traitent des gens du Nouveau-Brunswick.

(Documents demandés déposés le 18 mai 2012)

Motion 57 — M. Melanson, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 10 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste détaillée des 500 emplois qui auraient été créés par Investir NB, tel que mentionné par le ministre Paul Robichaud durant la période des questions du 2 mai 2012, y compris le genre d'emploi, le secteur économique, le salaire moyen, le niveau et le genre d'investissement par Investir NB et l'emplacement du siège social de l'entreprise.

(Documents demandés déposés le 11 mai 2012)

Motion 58 — M. Fraser, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 24 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents du ministère de la Santé relativement à l'écllosion d'infection à *E. coli* qui a eu lieu dans la région de Miramichi en mai 2012, notamment les rapports, les enquêtes, les résultats d'analyses, la correspondance et la documentation connexe.

Motion 60 — M. Boudreau, appuyé par M. D. Landry, proposera, le jeudi 7 juin 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, relatifs à l'indemnité de départ et à l'allocation de pension versées à l'ancienne députée de Rothesay depuis le 1^{er} mai 2012.

Motion 62 — M. Fraser, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 7 juin 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance, quel que soit le support, échangée entre le ministère de la Santé, le bureau de la ministre de la Santé, le directeur général du Réseau de santé Horizon et le directeur général du Réseau de santé Vitalité relativement aux budgets des réseaux de santé pour l'exercice financier 2012-2013.

Motions réglées

Motion 5 — M. Collins. Débat sur la motion le 15 décembre 2011 ; rejet de la motion le 15 décembre 2011.

Motion 7 — M. Melanson. Débat sur la motion le 1^{er} décembre 2011 ; adoption de la motion amendée le 1^{er} décembre 2011.

Motion 20 — M. Fraser. Débat sur la motion le 15 décembre 2011 ; adoption de la motion amendée le 15 décembre 2011.

Motion 29 — M. Melanson. Débat sur la motion le 5 avril 2012 ; adoption de la motion amendée le 5 avril 2012.

Motion 31 — M. Kenny. Débat sur la motion le 26 avril 2012 ; rejet de la motion le 26 avril 2012.

Motion 41 — M. Fraser. Débat sur la motion le 12 avril 2012 ; adoption de la motion amendée le 12 avril 2012.

Motion 45 — M. Albert. Débat sur la motion le 10 mai 2012 ; adoption de la motion amendée le 10 mai 2012.

Motion 48 — M. Doucet. Débat sur la motion le 3 mai 2012 ; adoption de la motion amendée le 3 mai 2012.

Motion 49 — M. Bertrand LeBlanc. Débat sur la motion le 17 mai 2012 ; rejet de la motion le 17 mai 2012.

Motions retirées

Retrait des motions 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 23, 24, 26 et 27 le 4 avril 2012.

Retrait des motions 21, 30 et 42 le 9 mai 2012.

PÉTITIONS

- 1, M. Fraser — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 2, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 3, M. Fraser — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 8 décembre 2011)
- 4, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 5, M. Fraser — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 6, M. Albert — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 7, M. Melanson — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 8, M. Fraser — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 9, M. MacDonald — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 10, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 11, M. Boudreau — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 12, M. Arseneault — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 13, M. Kenny — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 14, M. Collins — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 15, M. Doucet — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 16, M. Melanson — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 17, M. Haché — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 18, M. Albert — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 19, M. D. Landry — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 20, M. Bernard LeBlanc — présentée le 29 novembre 2011.

- (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 21, M. Fraser — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 22, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 23, M. Fraser — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 24, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 25, M. Arseneault — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 26, M. Haché — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 27, M. Bernard LeBlanc — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 28, M. Collins — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 29, M. Kenny — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 30, M. Albert — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 31, M. Doucet — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 32, M. D. Landry — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 33, M. Melanson — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 34, M. Fraser — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 19 décembre 2011)
- 35, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 36, M. Fraser — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 37, M. Melanson — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 38, M. Boudreau — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 39, M. Melanson — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 4 janvier 2012)
- 40, M. Boudreau — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 20 décembre 2011)
- 41, M. Riordan — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 4 janvier 2012)
- 42, M. Fraser — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 43, M. Savoie — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 44, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 20 décembre 2011)
- 45, M. Fraser — présentée le 8 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 46, M. Jack Carr — présentée le 8 décembre 2011. (Réponse, le 20 décembre 2011)
- 47, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 8 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 48, M. Fraser — présentée le 9 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 49, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 9 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 50, M. Fraser — présentée le 13 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 51, M. Bernard LeBlanc — présentée le 14 décembre 2011. (Réponse, le 12 janvier 2012)
- 52, M. Riordan — présentée le 15 décembre 2011. (Réponse, le 24 janvier 2012)
- 53, M. Bonenfant — présentée le 15 décembre 2011. (Réponse, le 24 janvier 2012)
- 54, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 55, M. Albert — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 56, M. Melanson — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)

- 57, M. D. Landry — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 58, M. Fraser — présentée le 20 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 59, M. Fraser — présentée le 20 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 60, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 20 décembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 61, M. Fraser — présentée le 21 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 62, M. Fraser — présentée le 28 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 63, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 28 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 64, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 30 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 65, M. Fraser — présentée le 30 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 66, M. Collins — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 16 avril 2012)
- 67, M. Fraser — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 17 avril 2012)
- 68, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 17 avril 2012)
- 69, M. Fraser — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 70, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 71, M. Boudreau — présentée le 4 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 72, M. Melanson — présentée le 4 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 73, M. Fraser — présentée le 4 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 74, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 4 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 75, M. Fraser — présentée le 5 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 76, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 5 avril 2012. (Réponse, le 4 mai 2012)
- 77, M. Doucet — présentée le 5 avril 2012. (Réponse, le 26 avril 2012)
- 78, M. Fraser — présentée le 12 avril 2012. (Réponse, le 14 mai 2012)
- 79, M. Collins — présentée le 12 avril 2012. (Réponse, le 25 mai 2012)
- 80, L'hon. M^{me} Blais, c.r. — présentée le 24 avril 2012. (Réponse, le 15 mai 2012)
- 81, M. S. Graham — présentée le 2 mai 2012. (Réponse le 17 mai 2012)
- 82, L'hon. M^{me} Coulombe — présentée le 2 mai 2012. (Réponse le 16 mai 2012)
- 83, M. Bonenfant — présentée le 9 mai 2012. (Réponse, le 18 mai 2012)
- 84, M. Malloch — présentée le 17 mai 2012.
- 85, M. Savoie — présentée le 29 mai 2012.
- 86, M. Soucy — présentée le 30 mai 2012.
- 87, M. Parrott — présentée le 31 mai 2012.
- 88, M. Parrott — présentée le 31 mai 2012.

RAPPORTS DE COMITÉS

- Premier rapport du Comité permanent des soins de santé
— présenté le 30 novembre 2011.
- Premier rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
— présenté le 12 avril 2012.
- Premier rapport du Comité permanent des prévisions budgétaires
— présenté le 24 avril 2012.

QUESTIONS ÉCRITES (Voir annexe A)

Loredana Catalli Sonier, c.r.,
greffière de l'Assemblée législative

ANNEXE A**QUESTIONS ÉCRITES****Question 1 De : M. Fraser**À : l'hon. M^{me} Dubé, ministre de la Santé

La ministre de la Santé examinera-t-elle ou abolira-t-elle cette année l'utilisation de numéros de facturation au Nouveau-Brunswick?

Question 2 de M. Fraser

(Réponse déposée le 25 mai 2012)

Question 3 De : M. FraserÀ : l'hon. M^{me} Dubé, ministre de la Santé

Veillez indiquer le budget affecté au Réseau de santé Horizon pour l'année budgétaire 2012-2013. Prière d'inclure toute directive que le ministère a donnée quant à la manière d'utiliser les fonds en vue de l'exécution des programmes et la prestation des services, y compris les réductions dans les services ou programmes offerts par la régie régionale de la santé.

Question 4 De : M. FraserÀ : l'hon. M^{me} Dubé, ministre de la Santé

Veillez indiquer le budget affecté au Réseau de santé Vitalité pour l'année budgétaire 2012-2013. Prière d'inclure toute directive que le ministère a donnée quant à la manière d'utiliser les fonds en vue de l'exécution des programmes et la prestation des services, y compris les réductions dans les services ou programmes offerts par la régie régionale de la santé.

Question 5 De : M. Fraser

À : l'hon. Madeleine Dubé, ministre de la Santé

L'année dernière, 65 emplois ont été supprimés au Réseau de santé Horizon, et 26 membres du personnel infirmier immatriculé ont été licenciés. Le Réseau de santé Vitalité a supprimé 71 de ses 145 postes vacants. Quels renseignements le ministère a-t-il reçus des RRS à propos du nombre de membres du personnel qui perdront leur emploi cette année?

Question 6 de M. Fraser

(Réponse déposée le 25 mai 2012)

Question 7 de M. Fraser

(Réponse déposée le 25 mai 2012)

Question 8 De : M. FraserÀ : l'hon. M^{me} Dubé, ministre de la Santé

Le programme Direction des solutions opérationnelles et technologiques en santé a augmenté de 17,344 millions de dollars comparativement aux prévisions de l'année dernière.

L'augmentation du financement de 14,3 millions de dollars appuiera quels programmes?

Quel est le coût total du programme de cybersanté, ou « un patient, un dossier »?

Quand peut-on s'attendre à ce que le programme « un patient, un dossier » soit achevé?

Quelle somme le ministère a-t-il dépensée jusqu'à maintenant sur la mise en oeuvre du programme « un patient, un dossier »?

Quelle part de la somme est affectée aux experts-conseils qui travaillent au programme de cybersanté?

Question 9 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 10 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 11 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 12 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 13 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 14 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 15 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 16 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 17 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 18 de M. Arseneault (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 19 de M. Fraser (Réponse déposée le 18 mai 2012)

Question 20 De : M. FraserÀ : l'hon. M^{me} Dubé, ministre de la Santé

Quel travail le ministère effectue-t-il actuellement pour mettre en oeuvre les mesures décrites dans le projet de loi 10, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le tabac*, qui prévoit l'établissement d'un pourcentage fixe de la taxe perçue qui doit être affecté à des programmes de désaccoutumance au tabac et à des thérapies de remplacement de la nicotine? Le ministère a-t-il consulté le ministère des Finances quant à la mise en application du projet de loi ou à la mise en oeuvre des mesures qui y sont prévues?

Question 21 De : M. FraserÀ : l'hon. M^{me} Dubé, ministre de la Santé

Combien de personnes âgées occupent actuellement des lits de soins aigus en attente d'un lit en foyer de soins? Veuillez fournir une ventilation par région et par hôpital.

Cette année, quel est l'objectif du gouvernement pour réduire la liste d'attente, puisqu'il faudra plusieurs années pour la mise en oeuvre complète du plan en matière de foyers de soins et de foyers de soins spéciaux?

Question 22 de M. Kenny

(Réponse déposée le 25 mai 2012)

Question 23 De : M. Albert

À : l'hon. M. Olscamp, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des pêches

L'Union nationale des fermiers a demandé un programme d'étiquetage des aliments qui permettrait de promouvoir les aliments produits au Nouveau-Brunswick, tout comme il y a au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard et à la Nouvelle-Écosse. Étant donné que la province vient d'identifier les aliments à valeur ajoutée comme un secteur à croissance stratégique, est-ce que le ministre va s'engager à mettre en oeuvre un système d'étiquetage qui identifiera clairement les aliments du Nouveau-Brunswick?

Question 24 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Fitch, ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux

Le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux aurait-il l'obligance de fournir à l'opposition officielle l'échéancier prévu pour la pleine mise en application par le gouvernement Alward de son nouveau système de gouvernance locale au Nouveau-Brunswick?

Question 25 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Williams, ministre des Transports et de l'Infrastructure

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure aurait-il l'obligance de fournir à l'opposition officielle le statut officiel du garage du gouvernement situé à Rexton, au Nouveau-Brunswick?

Question 26 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Williams, ministre des Transports et de l'Infrastructure

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure aurait-il l'obligance de faire part à l'opposition officielle de ses plans pour le chemin d'Indian Island? Un tronçon de 3 km à 4 km environ est sans enduit superficiel. Le ministère a-t-il l'intention de réparer ce chemin, et, si oui, quel est le budget affecté cette année à la réalisation du projet?

Question 27 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Williams, ministre des Transports et de l'Infrastructure

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure aurait-il l'obligance de faire part à l'opposition officielle de ses plans pour le tronçon de la route 126 qui se trouve dans les limites de la municipalité de Rogersville? Le ministère a-t-il l'intention de réparer ce tronçon de 3 km? Si oui, quel est le budget affecté cette année à la réalisation du projet?

Question 28 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Williams, ministre des Transports et de l'Infrastructure

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure aurait-il l'obligance de faire part à l'opposition officielle de ses plans pour le tronçon de la route 134 entre Richibucto et le parc Kouchibouguac? Quel est le budget affecté cette année à la réalisation du projet?

Question 29 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. P. Robichaud, ministre du Développement économique

Le ministère du Développement économique aurait-il l'obligance de fournir à l'opposition officielle tout renseignement relatif aux limites territoriales visées par le fonds pour le développement du Nord et le fonds d'infrastructures pour le nord du Nouveau-Brunswick, qui ont été créés par l'ancien gouvernement libéral? Ces limites territoriales ont-elles changé pour ce qui est du Fonds de création d'emplois dans le nord du Nouveau-Brunswick et du Fonds de création d'emplois dans la région de la Miramichi, qui ont été créés par l'actuel gouvernement conservateur?

Si tel est le cas, le ministère aurait-il l'obligance d'indiquer si la municipalité de Rogersville est toujours comprise dans les limites territoriales en question?

Question 30 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Fitch, ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux

Le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux aurait-il l'obligance d'indiquer à l'opposition officielle quand le ministère prévoit rendre public son « livre blanc » portant sur l'utilisation des eaux usées résultant du processus de fracturation hydraulique et de lui fournir une liste des parties prenantes consultées au cours de l'élaboration du dit « livre blanc »?

Question 31 De : M. Bertrand LeBlanc

À : l'hon. M. Fitch, ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux

Le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux aurait-il l'obligance de fournir à l'opposition officielle les détails sur les personnes qui représentent les gens du Nouveau-Brunswick vivant dans les districts de services locaux et d'expliquer le processus à suivre si les résidents des DSL votent en faveur d'une interdiction permanente ou temporaire de la fracturation? En tant que représentant des DSL, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux respectera-t-il les DSL qui votent en faveur d'une interdiction permanente ou temporaire de la fracturation et d'autres activités liées au gaz de schiste au Nouveau-Brunswick?

Question 32 de M. Bertrand LeBlanc

(Réponse déposée le 25 mai 2012)